



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This document contains a security requirement.

Ce document contient des exigences relatives à la sécurité

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Project Management (PSAB)	
Solicitation No. - N° de l'invitation B8926-170505/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client B8926-170505	Date 2018-03-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-626-32225	
File No. - N° de dossier 626zm.B8926-170505	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-04-04	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Holden, Carole	Buyer Id - Id de l'acheteur 626zm
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9217 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Department of Citizenship and Immigration Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170505/A	Amd. No – N° de la modif. 003	Buyer ID – Id de l'acheteur 626ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170505	File No. – N° du dossier 626ZM. B8926-170505	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

MODIFICATION N° 003

La présente modification vise à modifier la demande de propositions et à répondre aux questions des soumissionnaires.

MODIFICATIONS À LA DP

2. À la page 1 de la DP, « L'invitation prend fin » :

Supprimer : 2018-03-26

Insérer : 2018-04-04

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 3 :

Est-il possible d'obtenir une prolongation d'une semaine en raison de congé scolaire?

Réponse n° 3 :

CIC accordera une prolongation jusqu'au 4 avril 2018. Aucune autre prolongation ne sera accordée en raison des besoins opérationnels.

Question n° 4

En ce qui concerne le CTO1 – Capacité de l'entreprise, l'État autoriserait-il d'utiliser jusqu'à deux (2) contrats de référence plutôt qu'un seul contrat de référence, car bon nombre de catégories identiques ou similaires énumérées à la section 5 de l'énoncé des travaux ne sont pas nécessairement représentées dans un seul contrat de gestion de projet en raison des ensembles de compétences uniques de certaines catégories qui ont tendance à être acquises séparément (c.-à-d. conseillers en développement organisationnel, conseillers en gestion du changement)?

Réponse n° 4

Votre question a été examinée, mais les critères demeurent inchangés.

Question n° 5

En ce qui concerne le CTO1 – Capacité de l'entreprise, l'État autoriserait-il d'utiliser un contrat de référence ayant une valeur initiale minimale de 1 500 000 \$CDN excluant les taxes applicables, excluant les modifications? Les soumissionnaires auraient ainsi plus de souplesse pour démontrer la capacité de l'entreprise demandée.

Réponse n° 5

Le Canada doit s'assurer que les soumissionnaires sont en mesure de démontrer une expérience d'entreprise qui cadre avec les approvisionnements de cette envergure et de cette portée. Par conséquent, le Canada ne réduira pas la valeur initiale minimale du contrat cité en référence.

Question n° 6 :

4.3 b) ii) Calcul des médianes pour l'évaluation financière

Pour les catégories supérieures, comme celles figurant dans cette DP, une bande dont la limite inférieure est de 20 % est trop élevée pour empêcher que des prix trop bas soient proposés. Par exemple, un tarif médian de 700 permet que des tarifs aussi bas que 540 \$ soient proposés. La Couronne pourrait-elle envisager de réduire la limite inférieure de la bande à 10 %?

Solicitation No. – N° de l’invitation B8926-170505/A	Amd. No – N° de la modif. 003	Buyer ID – Id de l’acheteur 626ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170505	File No. – N° du dossier 626ZM. B8926-170505	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Réponse n° 6 :

La limite inférieure de la banque médiane de moins 20 % est jugée raisonnable pour qu’il y ait des taux concurrentiels. Ainsi, la limite inférieure de la banque médiane ne sera pas rajustée. Si l’État détermine que les taux proposés sont déraisonnablement faibles, conformément à l’article 4.3 d) de l’invitation à soumissionner, il peut demander de justifier ces prix.

Question n° 7

Nous aimerions poser une question sur le critère CTO1 des exigences relatives à l’entreprise.

L’article 1b) stipule que le contrat de référence doit avoir une valeur initiale minimale de 2 000 000 \$CA excluant les taxes applicables. La plupart des contrats du secteur privé n’ont pas de valeur minimale lors de leur attribution initiale. Un contrat du secteur privé qui respecte tous les autres éléments de cette exigence et qui a une valeur facturée et payée de plus de 2 000 000 \$CA (taxes en sus) durant cette période peut-il être utilisé? Une lettre signée de l’autorité contractante pour ce client attestant la date d’attribution du contrat, sa valeur et la nature des services fournis serait-elle acceptable à des fins de corroboration?

Réponse n° 7

Étant donné que la plupart des contrats renferment une valeur pour leur période initiale, une lettre signée par l’autorité contractante ne sera pas acceptée pour répondre au critère CTO 1.b).

Question n° 8

Afin de justifier correctement l’ensemble de l’expérience, des qualifications et des compétences du candidat, veuillez confirmer qu’il est acceptable d’indiquer des renvois à des descriptions détaillées de projet dans son curriculum vitae. Les projets dans le curriculum vitae seront numérotés par ordre séquentiel et ce numéro sera utilisé dans la matrice pour identifier les projets pertinents qui justifient l’exigence en question. Pour chaque projet cité dans le curriculum vitae, les renseignements suivants seront précisés : le nom du ministère, le nom du projet, les dates de début et de fin du projet, le rôle et les responsabilités du candidat ainsi que les activités réalisées. En outre, le critère obligatoire ou coté auquel se rapporte chaque énoncé sera indiqué. Par exemple, en réponse au critère obligatoire O1, dans le curriculum vitae, nous pourrions indiquer O1 au début de l’énoncé qui se rapporte à ce critère.

Réponse n° 8

Oui, cette approche est acceptable.

Question 9 :

Pour les critères ministériels CTO1 (e) et CTC2, devons-nous fournir la cartographie des tâches si nous utilisons un contrat/AT avec la même catégorie de SPICT dans la section 5, Énoncé des travaux de la demande de soumissions. Nous sommes conscients que si nous utilisons des catégories « semblables », nous devons fournir la cartographie de 50 % ou plus.

Réponse n° 9

Le soumissionnaire doit démontrer clairement que les tâches sont identiques ou similaires à celles énumérées à la section 5 de l’énoncé des travaux de la présente demande de soumissions. Il n’y a aucune mention de 50 % de la cartographie au CTO1 ou CTC2.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.